

# PRINT

## Professions, institu

### POLITIQUES SOCIALES

Le laboratoire Printemps s'est très tôt intéressé aux politiques sociales et au monde associatif : des travaux marquants, et reconnus, produits par les membres de notre unité, ont ainsi exploré la question des trajectoires biographiques de l'engagement et du militantisme, de la nature du travail accompli par les bénévoles et professionnels au sein des associations, ainsi que de l'articulation entre l'action de l'État et celle du tissu associatif. Un glissement s'est progressivement effectué vers les nouvelles formes d'action engagées par les pouvoirs publics pour « construire le bien commun ». L'étude de « l'engagement » a ainsi été plus étroitement associée aux injonctions des politiques publiques et à leur réinterprétation par les acteurs de l'action sociale. Cet axe de recherche est donc fortement lié au **master Politiques sociales territorialisées et développement social urbain (PST-DSU)**.

Le rattachement récent au laboratoire de politistes spécialistes de l'action publique a contribué à dynamiser cette thématique, et à la faire évoluer. Par ailleurs, des recrutements récents ont contribué à susciter l'intérêt du laboratoire pour la question du travail associatif et du secteur de la protection sociale. Cet axe comporte une forte

dimension pluridisciplinaire : sociologie, sociohistoire, science politique, démographie.  
Plusieurs éléments problématiques émergent :

» **Des analyses attentives aux parcours et aux enjeux de socialisation, dans le cadre de points d'entrée et de temporalités observées variés.**

Il s'agit alors de suivre les usagers et les formes de prise en charge de ceux-ci. Cette attention aux parcours peut également être travaillée du côté des professionnels de et dans l'action publique, des élites réformatrices, des associations, des organisations professionnelles qui jouent le rôle d'opérateurs d'insertion.

» **Des approches complémentaires et partagées en termes de sociologie de l'action publique et de l'État.**

Quatre évolutions générales des politiques sociales pourraient être mises en avant :

- l'évolution des rapports public/privé qui se traduirait par un double mouvement de privatisation de l'État et d'étatisation du privé ;
- le poids de la contrainte budgétaire sur les politiques sociales ;
- la question de la territorialisation des politiques sociales ;
- enfin l'enjeu de la transnationalisation et des processus de convergence des politiques sociales.

» **Des approches inscrites dans un cadre socio-temporel** lui-même interrogé dans sa dimension à la fois construite (dans ses dynamiques de transformations endogènes et exogènes) et performative (enjeu institutionnel, politique, professionnel). Cela engage plusieurs éléments : la prise en compte de l'historicité, l'importance d'une démarche comparative et une attention soutenue au rôle que joue la mobilisation des savoirs et de l'expertise dans les politiques sociales.